

Reportage

A Menton, la police aux frontières sous inspection parlementaire

Par [Maïté Darnault, envoyée spéciale à Menton](#) — 1 avril 2018 à 11:00



Oscar, après avoir passé la nuit dans les locaux, retourne en Italie à pied à la suite d'un refus d'entrée sur le territoire. Laurent Carre

Deux élus EELV, Guillaume Gontard, sénateur de l'Isère, et Michèle Rivasi, eurodéputée du Grand Sud-Est, ont rendu samedi une visite surprise à la PAF de Menton.

Un orage arrose le poste-frontière de Menton (Alpes-Maritimes). Des éclairs zèbrent l'obscurité. Au petit matin, samedi 31 mars, la circulation entre l'Italie et la France est anecdotique.

Quand Guillaume Gontard, sénateur EELV de l'Isère, se présente à la police aux frontières pour une visite surprise, la torpeur cède à des longues tractations. Un policier ose, face à l'élue : «*Vous voulez un pied dans la réalité ? Passez une semaine avec nous, voyez les horaires qu'on fait. C'est bien que vous soyez venus, parce que les gens qui nous dirigent ne savent pas la réalité du terrain.*» L'agent, sorti fumer, ajoute : «*C'est compliqué tout ça, pour les migrants, pour nous. Le plus dur, c'est les enfants, ça fait mal. Je suis là depuis un an, le pire que j'ai vu, c'est un gamin de 13 ans, on ne peut pas imaginer comment il a pu traverser la Méditerranée tout seul. Au début, quand on arrive, on est humains. Après, qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse, ils sont des millions en Afrique, ils ne vont pas tous venir en France.*»



Myriam Laïdouni-Denis, conseillère régionale EELV Auvergne-Rhône-Alpes, et Guillaume Gontard patientent avant de visiter les locaux de la PAF. *Photo Laurent Carré*

Quarante minutes plus tard, Guillaume Gontard peut enfin entrer. A condition de laisser dehors la presse, pourtant autorisée depuis 2015 à accompagner les parlementaires dans les centres de rétention et les zones d'attente. Contacté, le cabinet du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, justifie ce refus au motif qu'il ne s'agit pas d'un lieu de privation de liberté. «*C'est clairement un lieu de rétention qu'on ne nomme pas*, jugera Gontard à l'issue de sa venue. *Il y a un endroit fermé à clé, grillagé, avec des cadenas, où les conditions sont plus que spartiates, qui font même un peu peur. Il y a des gens qui sont retenus pour une nuit, voire plus. On a pu constater que des mineurs y étaient retenus depuis la veille et mélangés à des majeurs. C'est contraire à la loi.*»

A Menton-Garavan, la PAF expéditive

Au même moment, une autre observation s'est déroulée à quelques kilomètres, à la gare de Menton-Garavan, menée par Michèle Rivasi, eurodéputée EELV du Grand Sud-Est. Chaque jour, les CRS inspectent les trains en provenance de Vintimille (Italie), à la recherche de migrants. Ils sont amenés sur le champ au poste de la PAF. De là, les policiers les renvoient en nombre de l'autre côté de la frontière, qu'ils franchissent à pied. Un modus operandi expéditif que dénonce l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé). Avant d'être refoulée, la personne bénéficie en théorie d'une «*procédure qui doit lui être notifiée dans une langue qu'elle comprend ou avec l'aide d'un interprète, avec un examen approfondi de sa situation et des documents qu'elle peut présenter. Ses droits, comme la possibilité de déposer une demande d'asile, doivent également lui être notifiés*, explique Emilie Pesselier, chargée de mission à l'Anafé.

Ce samedi, la première rotation des CRS en provenance de Garavan livre un homme. Sans qu'il ne sorte de la fourgonnette banalisée, il lui est remis un «refus d'entrée» signé de la PAF, puis il est congédié vers l'Italie. «*On voit bien qu'aucun entretien n'a été fait*», commente Emilie Pesselier. Comme les Italiens n'acceptent plus de «retours» entre 19h et 8h, trois conteneurs ont été annexés aux locaux de la police pour «accueillir» les migrants la nuit. Une «boîte de conserve», dit Guillaume Gontard, en forme de U et agencée autour d'une cour dont le ciel a été couvert d'un grillage : «*Les policiers nous ont dit que plus de 100 personnes*

ont pu se trouver là en même temps, hommes et femmes mélangés», explique le sénateur, entre-temps rejoint par Michèle Rivasi. Leur visite va durer près de trois heures.

Manipulation des dates

«Dans ces conteneurs, tout est métallique, il n'y a pas de banc, les fenêtres sont fermées et il n'y a même plus l'air conditionné, décrit la députée européenne. On voit bien que les gens amenés ici ne sont pas libres.» Parmi la vingtaine de personnes qui ont dormi au poste, un Malien explique avoir réclamé de l'eau, sans succès. Pas de couverture fournie, ni en-cas, ni informations légales : *«On ne nous dit même pas pour la demande d'asile, c'est comme si on n'était jamais entrés. On prend juste notre nom et notre date de naissance. Mais je n'ai pas récupéré le bon papier, ce n'est pas mon nom et la bonne date, je l'ai signalé au policier, il m'a dit que c'est pas son problème. Ils donnent le même formulaire à tout le monde, où c'est coché que tu veux retourner en Italie.»*



Mireille Damiano avocate, et Oscar se déclarant mineur originaire de la Côte d'Ivoire, au second plan Michèle Rivasi et deux migrants ayant passé la nuit dans les locaux de la PAF. *Photo Laurent Carré*

Les mineurs, qui ne devraient pas être expulsés mais placés sous une protection spécifique, font aussi les frais de ce renvoi express et d'une privation de liberté pendant la nuit. «*Dans le poste, il y avait deux garçons qui paraissaient très jeunes, les policiers nous ont dit qu'ils étaient là depuis le matin. Les jeunes nous ont dit qu'ils étaient là depuis la veille. Les policiers ont fini par reconnaître qu'ils avaient passés la nuit là*», raconte Michèle Rivasi. Elle poursuit : «*On a eu accès à un fichier sur lequel, pour certains jeunes, les dates de naissance indiquées étaient les mêmes, le 1er janvier 2000. On a demandé pourquoi, les policiers nous ont dit que les jeunes ne connaissaient pas leur date de naissance. Deux d'entre eux nous ont dit qu'ils étaient de 2002. Les policiers ont répondu qu'ils s'étaient*

trompés.» Sous les yeux des parlementaires, les années de naissance finissent par être modifiées. «*On a assisté en direct à une manipulation des dates !*», s'insurge Rivasi.

«Le mal-être est palpable»

Mais la députée préfère fustiger «*les défaillances du système*» plutôt que de charger les agents de la PAF. «*Ils travaillent avec des moyens a minima*, souligne-t-elle. *Les policiers nous ont montré où ils se changent, où ils peuvent se doucher, c'est en mauvais état. Et ils ont surtout l'impression que ce qu'il font ne sert à rien. Ils font repartir des gens qu'ils retrouvent quelques jours plus tard au même endroit, ça n'a pas de fin, c'est inutile, le mal-être est palpable.*» Guillaume Gontard abonde : «*Je suis choqué par cette absurdité totale. Les personnes qui entrent en France sont "libres" de retourner en Italie, mais on les enferme pour être sûrs qu'ils y retournent bien. Quel délit ont-ils commis ? Ils ont juste eu le tort de frapper à la porte de notre pays.*»

[Maïté Darnault envoyée spéciale à Menton](#)